



FORETS ET FORESTIERS PENDANT ET APRÈS LA GRANDE GUERRE **Soirée de conférences du lundi 26 septembre 2016 à l'Hôtel de Ville de Nancy**

Le 26 septembre dernier s'est tenue, à l'Hôtel de Ville de Nancy, une soirée de conférences sur le thème « Forêts et forestiers pendant et après la Grande Guerre ». Cette manifestation, organisée par le Carrefour des acteurs sociaux (CAS) et le Cabinet Vert2Mer Conseil, avec le soutien de la Ville de Nancy et de l'Office national des forêts (ONF), prenait place dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale et avait reçu le label « Vivre l'Histoire ensemble ! ».

Nulle autre ville que Nancy n'était mieux justifiée pour accueillir cette évocation compte tenu de l'importance des forêts qui l'entourent et de sa position en première ligne lors des combats de la Grande Guerre, offrant ainsi un exemple significatif de ce rapport singulier entre la forêt et la guerre avec, entre les deux, le rôle irremplaçable et bien souvent méconnu des forestiers.

Il revenait à Jean-Paul Amat, professeur émérite de géographie à l'Université de Paris-Sorbonne et membre du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, d'évoquer la forêt frontière qui, depuis le Moyen-Age, constitue une limite naturelle. Mais les conflits et les traités de paix qui s'en suivent ont souvent modifié les frontières. Le Maréchal Gouvion Saint-Cyr s'en désolait après la chute de l'Empire en 1818 : « Les pertes de territoires dérangent toutes les combinaisons défensives et obligent à en trouver de nouvelles ». De fait, les forêts servent souvent de protection au réseau de fortifications établies en zone intérieure, en retrait des frontières. La question se repose de façon aiguë en 1870 après la perte de l'Alsace-Moselle qui contraint à imaginer une nouvelle ligne de défense qui sera celle de 1914. Des conflits surgissent entre les militaires qui veulent conserver les forêts en l'état pour les rendre les plus impénétrables possible et les forestiers qui souhaitent les ouvrir pour permettre leur exploitation.

Une forêt entretenue et productive est effectivement indispensable car « la guerre a soif de bois » comme l'a indiqué Patrice Hirbec, chargé de mission au département Biodiversité de l'ONF. Et la Première Guerre mondiale a été particulièrement altérée car, à l'époque, le bois était beaucoup plus utilisé qu'aujourd'hui. Indépendamment du bois de chauffage, du bois dur était réclamé par l'artillerie pour la fabrication des affûts de canon et par le génie pour celle des traverses de chemin de fer tandis que le bois tendre était sollicité par le génie pour la construction des baraquements ainsi que par l'aviation qui a décollé grâce à lui.

Or le bois est rare à cette époque, la forêt ayant perdu les quatre cinquièmes de sa superficie entre les règnes de Charlemagne et de Napoléon. Afin de mobiliser le bois nécessaire à tous ses usages, seront créés en 1915 les centres d'approvisionnement de bois qui deviendront, par la suite, le service forestier d'armée (SFA). Pas moins de 66 000 personnes y sont affectées : 21 000 militaires dont les compétences forestières ont été identifiées, 18 000 ouvriers civils et des renforts étrangers, notamment 20 000 Nord Américains et 7 000 autres étrangers dont des Maoris de Nouvelle-Zélande auxquels il convient d'ajouter des milliers de prisonniers de guerre allemands. L'importance des Nord Américains, dont les conceptions sylvicoles sont différentes de celles des Français et qui arrivent avec de nouveaux matériels (engins mécaniques, scieries mobiles), vont provoquer un véritable choc culturel.

Les forêts de l'arrière apportent une contribution importante à l'effort de guerre. Un rapport de Léon Dabat, directeur général des Eaux et Forêts, publié en 1920, montre que les forêts publiques ont dépassé leurs possibilités, pour toute la durée de la guerre, de 2,5 millions de m³ sur une mobilisation totale de 36 millions de m³. Pourtant, en dépit de cet effort considérable, les ressources restent

insuffisantes et il faut recourir aux importations de bois, à hauteur de 8 millions de m³ par an, qui sont perturbées par les sous-marins allemands qui attaquent, sans relâche, les convois de navires.

L'organisation relativement tardive de l'approvisionnement en bois des armées vient d'une curiosité peu connue présentée par Patrice Vermeulen, officier général et ancien directeur territorial à l'ONF, à savoir la militarisation des forestiers en temps de guerre. Celle-ci date de la création des guides-forestiers sous la Monarchie de Juillet remplacés, à partir de 1875, par les chasseurs forestiers. Il s'agit d'agents des Eaux et Forêts qui sont intégrés dans l'armée et normalement affectés sur leur lieu habituel de travail. En 1914, sont mobilisés 6 500 hommes et 280 officiers affectés, selon leur âge, dans 48 compagnies actives rattachées à l'infanterie ou territoriales affectées en forteresses. Ils sont choisis pour leur bonne connaissance du terrain qui leur permet d'effectuer des patrouilles et de renseigner les forces militaires auprès desquelles ils sont placés, tout en accomplissant différentes missions d'appui, comme la police militaire. Positionnés en première ligne, ils se trouvent engagés dans des affrontements armés : environ 300 d'entre eux trouveront la mort dont 150 officiers parmi lesquels une centaine d'élèves de l'École forestière de Nancy. Les autorités prennent heureusement conscience du risque de priver le pays des compétences forestières nécessaires au lendemain de la guerre ainsi que du prélèvement désordonné de bois effectué par les militaires non au fait des règles sylvicoles. C'est ainsi qu'à partir de 1915, les chasseurs forestiers retournent progressivement à des missions plus conformes à leur vocation.

Que sont devenues depuis les forêts de la Grande Guerre ? A l'issue du conflit, elles sont, pour les forêts situées en zones de combats, en mauvais état avec des troncs calcinés et des bois mitraillés dont la valeur marchande est d'autant plus faible. Pourtant, les conséquences de la guerre ont été moins importantes que celles de la grande tempête de 1999 comme l'a signalé Patrice Hirbec. Des campagnes de reboisement ont été effectuées et aujourd'hui les forêts ont retrouvé leur aspect de l'époque, ce qui signifie qu'elles ont pris un retard de cent ans. Mais en même temps, les espaces boisés ont considérablement augmenté, avec 200 000 ha supplémentaires de forêts domaniales, dus notamment au retour des forêts d'Alsace-Moselle. D'anciens espaces agricoles, situés dans des zones vidées de leurs habitants, ont aussi été remplacés par la forêt : ainsi, la forêt de Verdun est-elle passée d'une superficie de 3 000 ha en 1914 à 9 000 ha aujourd'hui.

Les forêts ont aussi changé, car la guerre a généré, selon la formule de Jean-Paul Amat, un « polémosystème ». Côté animal, les trous d'obus ont constitué des mares qui accueillent aujourd'hui un crapaud protégé, le sonneur à ventre jaune tandis que les ruines de casemates sont appréciées par le grand rhinolophe. Côté végétal, la laîche fausse brize s'est bien implantée, suite à l'utilisation massive de crin végétal par les Allemands pour le bourrage de leurs pailles alors que les Américains ont amené l'herbe aux yeux bleus dont se nourrissaient leurs chevaux.

Ce patrimoine naturel est aujourd'hui reconnu par la désignation des forêts de la Grande Guerre en sites Natura 2000 ou par l'attribution du label « Forêts d'exception ». Il vient compléter le patrimoine mémoriel constitué par les nombreux cimetières érigés sur place et qui attirent, surtout en ces années de commémoration, de nombreux touristes qui ont remplacé les pèlerins de l'après-guerre et qui génèrent une véritable économie du souvenir.

Les forêts de la Grande Guerre, grâce à leur grande résilience accordée au savoir-faire des forestiers, ont pansé leurs plaies. Lieux de ressourcement pour les promeneurs, elles sont aussi la nécropole naturelle des milliers de soldats dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Qu'ils y reposent en paix.